

P. 6 Grand format
La rénovation
énergétique, un enjeu
pour les collectivités
locales

P. 8 D'intérêt général
Les politiques de
solidarités locales face
au défi du vieillissement
de la population

P. 14 Traits d'union
La Banque Postale
finance un lieu
intergénérationnel

postéo

HAUTS-DE-FRANCE



le billet de...



Georges de Wazières,
délégué régional du groupe La Poste
en Hauts-de-France

En mars 2026, vous avez été élus ou réélus pour porter les attentes de vos concitoyens. Je connais la responsabilité qui est désormais la vôtre. Aux côtés des communes et intercommunalités des Hauts-de-France, La Poste est un partenaire engagé.

Dans un environnement qui change rapidement, une chose demeure : l'humain au cœur de nos relations. Les collaborateurs de La Poste sont présents, chaque jour, au plus près de vos territoires. Cette présence et les services qu'ils apportent créent du lien.

Un lien de confiance, de proximité, construit dans la durée, au service de vos politiques publiques et du quotidien de vos administrés.

Cette relation humaine prend tout son sens lorsqu'elle permet d'inclure les plus fragiles. À Roubaix, notre La Poste relais installé au sein d'un Esat, en partenariat avec Les Papillons Blancs, offre à des travailleurs en situation de handicap des missions d'accueil et de service postal, au cœur de la vie quotidienne. À Maubeuge, le prêt social accordé à la légumerie des Ateliers du Val de Sambre soutient l'emploi adapté et les circuits courts au service de la restauration collective. À Auberchicourt, Le Domaine d'Aubert, véritable place du village, accompagne le grand âge et crée du lien entre les générations.

Cette proximité s'appuie aussi sur des outils au service de vos décisions. À Tergnier, l'analyse des besoins sociaux permet au CCAS de disposer d'un état des lieux précis pour adapter ses actions aux réalités de la population. Dans la Communauté de communes Avre Luce Noye, le diagnostic de 550 kilomètres de voirie réalisé grâce aux tournées des postiers aide à programmer les travaux et à optimiser les budgets. Enfin, nous agissons pour l'inclusion numérique en remettant des ordinateurs reconditionnés à des associations de la région. Je vous souhaite une bonne lecture de ce nouveau numéro de *Postéo*, magazine de la dynamique citoyenne des Hauts-de-France.



Le cahier régional de *Postéo* est édité par la délégation régionale du groupe La Poste en Hauts-de-France. **Directeur de la publication :** Georges de Wazières. **Directrice de la rédaction :** Marie Lac. **Rédacteur en chef :** Laurent Legendre. **Rédactrice :** Christelle Pommart. **Crédits photo :** médiathèque du groupe La Poste, Adobe Stock, Communauté de communes Picardie des Châteaux, ville d'Auberchicourt. **Pages nationales – Directrice de la publication :** Marie-Aude Dubanchet. **Directrice de la rédaction :** Fabienne Rougeot. **Rédactrice en chef :** Aurélie Dehecq. **Crédits photo :** 11h45, médiathèque du groupe La Poste, DR. Mentions légales La Poste. **Conception et réalisation :** HAVAS Paris. **Imprimerie :** Paragon. Imprimé en France. **Dépôt légal :** juin 2026. Ce document est imprimé sur du papier issu de sources responsables. Dans cette publication, le masculin est le plus souvent utilisé comme représentant des deux sexes sans discrimination à l'égard des femmes et des hommes, et dans le seul but d'alléger le texte. **Pour contacter la rédaction de *Postéo* :** Le groupe La Poste – Direction de la communication – CP B706 – 9, rue du Colonel-Pierre-Avia – 75757 Paris Cedex 15.



HAUTS-DE-FRANCE

Facteur de fierté

1,12 million
d'euros collectés via Microdon,
filiale de La Banque Postale,
et reversés aux associations.



ACCOMPAGNEMENT

Agir pour l'inclusion numérique

À Calais (62), La Poste met concrètement sa stratégie d'inclusion numérique au service du territoire. Le 5 mars 2026, la plateforme courrier a facilité l'organisation d'une formation « Aidants Connect » proposée par l'association Emmaüs Connect et destinée à une douzaine d'agents territoriaux du département du Nord. La Poste a gracieusement mis à disposition une salle équipée avec du Wi-Fi et un vidéoprojecteur, offrant des conditions optimales saluées par la formatrice : accueil professionnel, confort, matériel adapté. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la convention de partenariat signée en Hauts-de-France avec Emmaüs Connect, visant à développer des actions en faveur de l'inclusion numérique.



INCLUSION

Un rallye citoyen

Pour sa troisième édition, le tour de France Educap City s'est arrêté le 15 avril 2026 au bureau de poste de Beauvais Gambetta. Ce rallye urbain, citoyen, culturel et sportif rassemble des groupes de jeunes âgés de 9 à 14 ans. Ce programme éducatif propose une expérience immersive et interactive auprès des principaux acteurs institutionnels de leur commune. Constituée de six jeunes et d'un adulte, chaque équipe, munie d'un plan détaillé, a parcouru la ville et posé des questions à différents points de passage : le commissariat, la gendarmerie, la mairie, le musée, le tribunal, la maison de retraite ou la caserne des pompiers. La visite du bureau de poste fut un véritable moment d'échange autour d'activités postales comme la logistique ou la distribution des colis et du courrier.

Chiffres clés

4 millions

de plis électoraux distribués par La Poste au cours des élections municipales 2026.

25 632

emplois soutenus (directs, indirects et induits) par les activités du groupe La Poste dans la région.

Source : étude La Poste, méthode Utopies, 2025.

Chiffre clé

101 kg

de bouchons collectés sur le site de la plateforme courrier de Lesquin au profit des Bouchons d'Amour, en 2025.



PRÉSENCE POSTALE

Investir pour le territoire

Instances privilégiées de dialogue entre La Poste, les élus et le représentant de l'État, les cinq Commissions départementales de présence postale territoriale (CDPPT) des Hauts-de-France veillent à la bonne application du contrat de présence postale territoriale. Elles s'assurent de la présence postale effective sur le périmètre de leur département et proposent le programme annuel d'utilisation des enveloppes départementales du fonds postal national de péréquation territoriale. Si certaines dépenses sont obligatoires, d'autres sont librement choisies par les CDPPT. Pour assurer leurs missions, ces dernières se réunissent environ trois fois dans l'année et réalisent une fois par an un bilan des investissements et des actions menés sur leur territoire.



DÉVELOPPEMENT

Partenariat avec la CCI Artois

La Chambre de commerce et d'industrie (CCI) de l'Artois et La Poste ont signé une convention de partenariat en mars 2026 afin de favoriser les échanges, de développer leurs connaissances mutuelles et, ainsi, de travailler de façon très fine sur l'accompagnement des entreprises du territoire dans leur développement commercial. La Poste, partenaire de proximité, finance les projets des entreprises grâce à des solutions de La Banque Postale, soutient le développement du numérique avec des solutions de Docaposte et propose une expertise marketing aux acteurs locaux dans le choix de dispositifs de communication avec Mediaposte.



BIODIVERSITÉ

Préserver les écosystèmes

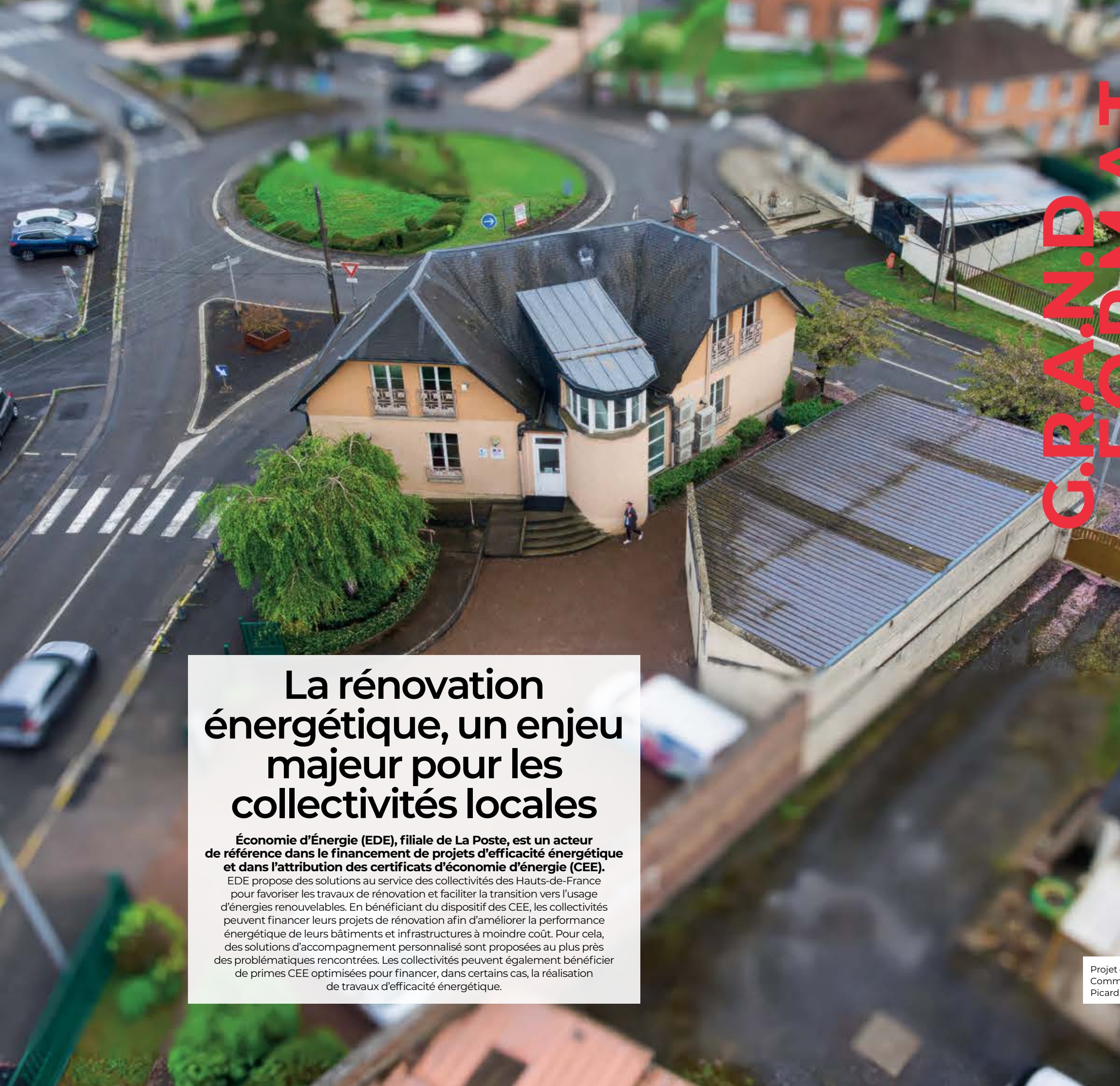
La Poste renforce son engagement en faveur de la protection de l'environnement aux côtés de la Fondation pour la nature et l'homme (FNH). Dans le cadre de ce partenariat, des facteurs sont intervenus dans plusieurs écoles primaires de la région pour sensibiliser les jeunes élèves à la biodiversité et les encourager à participer au concours scolaire « J'agis, je plante ». C'est le cas notamment dans les écoles de Boursies et de Doignies (59). « Le contenu est parfaitement adapté à l'âge des enfants. Cette démarche est particulièrement intéressante : elle permet de faire entrer La Poste dans l'école, en tant qu'acteur de service public, en lien direct avec notre projet pédagogique », explique M^{me} Houplain, enseignante. Un formidable partenariat pour sensibiliser les citoyens de demain.



LOGISTIQUE

La Poste accompagne la mobilité douce

L'opérateur Lime a confié à La Poste, depuis juillet 2024, des prestations de recharge et d'échange de batteries ainsi que de régulation et de repositionnement des vélos et des trottinettes électriques en libre-service sur le territoire de la Métropole européenne de Lille. En s'appuyant sur son expertise logistique et sur un réseau d'infrastructures présent sur l'ensemble du territoire, La Poste accompagne les collectivités et les opérateurs afin de concilier performance des services et réduction de l'empreinte environnementale. Cet engagement postal en faveur du développement des mobilités douces s'inscrit dans sa stratégie RSE. Après plus de 20 000 prestations réalisées sur la première année, plus de 6 000 l'ont déjà été sur le premier trimestre 2026.



G.R.A.N.D.
P.I.C.A.R.D.I.E
D.E.
C.O.M.M.U.N.A.U.T.E

La rénovation énergétique, un enjeu majeur pour les collectivités locales

Économie d'Énergie (EDE), filiale de La Poste, est un acteur de référence dans le financement de projets d'efficacité énergétique et dans l'attribution des certificats d'économie d'énergie (CEE).

EDE propose des solutions au service des collectivités des Hauts-de-France pour favoriser les travaux de rénovation et faciliter la transition vers l'usage d'énergies renouvelables. En bénéficiant du dispositif des CEE, les collectivités peuvent financer leurs projets de rénovation afin d'améliorer la performance énergétique de leurs bâtiments et infrastructures à moindre coût. Pour cela, des solutions d'accompagnement personnalisé sont proposées au plus près des problématiques rencontrées. Les collectivités peuvent également bénéficier de primes CEE optimisées pour financer, dans certains cas, la réalisation de travaux d'efficacité énergétique.

Projet d'extension de la Communauté de communes Picardie des Châteaux à Pinon.



« La Communauté de communes Picardie des Châteaux conduit d'importants projets immobiliers à l'horizon 2026-2027, dont la création d'une salle culturelle polyvalente à Coucy-le-Château-Auffrique (02) et l'extension de son siège à Pinon.

Ces opérations intègrent des choix écoresponsables affirmés, notamment l'utilisation de matériaux biosourcés, rendant pertinent le recours aux certificats d'économie d'énergie. Le choix de La Poste s'appuie sur son image forte et sa présence reconnue dans les territoires, en particulier ruraux, facilitant la mise en œuvre de démarches structurantes pour les collectivités. Au-delà des subventions institutionnelles, les CEE obtenus via La Poste constituent un levier financier complémentaire significatif, contribuant à optimiser le montage économique de projets cohérents avec les missions de service public et tournés vers l'intérêt des habitants. »

Laurent Lefebvre,
directeur général des services, Communauté de communes Picardie des Châteaux

« De nombreuses communes des Hauts-de-France ont déjà opté pour le dispositif des certificats d'économie d'énergie (CEE). Les collectivités jouent un rôle clé dans la lutte contre le changement climatique en agissant directement sur la réduction des consommations énergétiques de leurs bâtiments et infrastructures. Économie d'Énergie, filiale du groupe La Poste, les accompagne dans leurs projets de rénovation énergétique en offrant une expertise technique et financière via les primes CEE. De plus, un projet d'arrêté sur l'octroi de nouvelles aides concernant l'électrification des véhicules utilitaires légers et/ou des poids lourds doit entrer en vigueur. Afin de saisir cette opportunité et de bénéficier de bonifications élevées, n'hésitez pas à contacter nos experts! »

Stéphanie Labbey,
ingénieure d'affaires,
La Poste Solutions Business



17 000
C'est le nombre d'habitants de la Communauté de communes Picardie des Châteaux.



Les politiques de solidarités locales face au défi du vieillissement de la population

Viellissement de la population, isolement des personnes âgées, précarité sociale ou numérique... Selon l'Insee, 2,8 millions de personnes de plus de 60 ans devraient se trouver en perte d'autonomie en 2050, contre moins de 2 millions aujourd'hui. Face à cette réalité, les politiques de solidarités locales doivent être pensées dès maintenant et s'ancrer dans les réalités de chaque territoire.

Dès leur début de mandat, les élus sont confrontés à un défi : répondre aux problématiques de leurs administrés les plus fragiles dans un cadre budgétaire contraint. Pour cadrer leur action et construire une politique de solidarités locales efficiente, ils doivent disposer d'une connaissance fine de leur territoire. Encore faut-il pouvoir identifier les publics vulnérables, et se comparer à des villes similaires...

Cartographier les fragilités pour mieux décider

En début de mandat, la réalisation de l'analyse des besoins sociaux (ABS), une obligation légale pour les centres communaux d'action sociale (CCAS) des communes de plus de 1 500 habitants, apporte un premier éclairage. En agrégeant les données de l'Insee, de la CAF ou de la CPAM enrichies par près de 220 indicateurs cartographiés, l'outil de La Poste permet de croiser des données sociales, démographiques et territoriales afin de repérer les zones à risque d'isolement ou les publics les

plus fragiles. Parmi les 220 indicateurs, trois indicateurs sont exclusifs à La Poste : flux de mobilités résidentielles, risques de non-recours aux soins ou aux prestations sociales. Ainsi, le CCAS de Tergnier (Aisne) s'est appuyé sur La Poste pour réaliser son ABS afin de dresser un état des lieux social du territoire communal. L'objectif était d'identifier les besoins prioritaires des habitants et d'adapter les actions sociales aux réalités locales. À Allonnes (Sarthe), l'ABS a fourni le socle pour structurer deux projets phares du mandat – un pôle seniors et une résidence autonomie – en phase avec les besoins réels des habitants.

Anticiper le vieillissement et la perte d'autonomie

Pour répondre à l'enjeu du vieillissement de la population, les collectivités doivent passer d'une logique d'intervention à une logique de prévention. Résultat : des dispositifs de détection précoce des fragilités se déploient progressivement dans les territoires.

Le programme Icope, par exemple, conçu par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et déployé avec l'appui du groupe La Poste, permet de repérer les premiers signes de perte d'autonomie directement au domicile des personnes âgées, notamment celles éloignées des parcours de soins. Grâce à l'intervention de facteurs formés, ces évaluations contribuent à anticiper les situations de dépendance et à orienter les seniors vers des accompagnements adaptés. En Corrèze, 8 000 seniors ont été informés du dispositif par les facteurs, à domicile.

Préserver le lien social, au quotidien

Le maintien à domicile, souhaité par plus de 9 Français sur 10⁽¹⁾, suppose des services réguliers dans la durée, délivrés par des partenaires de confiance. Le portage de repas en est une illustration concrète : à Grandchamp-des-Fontaines (Loire-Atlantique), le CCAS a confié ce dispositif à La Poste. Observations, échanges, remontées d'alertes vers les services municipaux... Au-delà de la livraison, le facteur assure une veille sociale à chaque passage. En 2025, 12 millions de repas ont été livrés à domicile par les postiers, témoignant d'un besoin grandissant et d'une relation de confiance entre les collectivités et La Poste.

(1) Chiffre du ministère de la Santé, des Familles, de l'Autonomie et des Personnes handicapées.

À Auch, le patrimoine postal favorise le bien vieillir



Ouverte en décembre 2025, la résidence services seniors d'Auch illustre la manière dont le groupe La Poste accompagne les collectivités face au vieillissement de la population. Porté par La Poste Immobilier⁽¹⁾, le projet a transformé un bâtiment postal patrimonial du XVIII^e siècle, attenant à un bureau de poste, en 35 logements destinés à des seniors autonomes. Exploitée par Les Jardins d'Arcadie, la résidence propose des espaces communs, des services de proximité et l'accompagnement quotidien d'une « postière-régisseuse » chargée d'assurer accueil et lien social. Menée avec la Banque des Territoires et le groupe Acapace, l'opération contribue à la fois à la revitalisation du centre-ville et au maintien de l'autonomie des habitants âgés. Cinq résidences services seniors ont déjà été livrées par La Poste Immobilier en cœur de villes moyennes, au cours de ces quatre dernières années.

(1) Filiale du groupe La Poste.

Témoignage

« Nous avons à cœur de promouvoir, auprès des acteurs de terrain, des solutions utiles à la mise en œuvre d'actions sociales en adéquation avec les besoins des Essonnais. La Poste ne se contente pas de fournir des données statistiques : elle collecte des informations issues du terrain, à travers de véritables enquêtes menées auprès des habitants par les facteurs. »

Patrick Lafon,
Président de l'Union départementale des CCAS 91

Domiserve facilite l'action sociale des collectivités locales

Filiale de La Banque Postale dédiée aux services à la personne et premier émetteur du Cesu (Chèque emploi service universel), Domiserve accompagne les collectivités locales dans la mise en œuvre et le pilotage de leurs politiques sociales. Grâce au Cesu social, elle permet de sécuriser le versement d'aides comme l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) ou la prestation de compensation du handicap (PCH), en garantissant leur utilisation effective pour des services à domicile. En complément, ses solutions de télégestion facilitent le suivi des interventions au domicile des bénéficiaires, avec une facturation basée sur les prestations réellement réalisées. Cette approche offre aux collectivités une meilleure visibilité sur l'utilisation des aides, tout en simplifiant les démarches pour les bénéficiaires et les acteurs de terrain. À l'image de la Seine-Saint-Denis (4 000 bénéficiaires) ou de l'Ardèche (900 bénéficiaires) pour le versement du Cesu social, et de la Vienne (1 200 bénéficiaires) où s'ajoute également la télégestion, Domiserve accompagne aujourd'hui plus d'un tiers des Départements dans la gestion de leurs dispositifs d'action sociale.

RÉPONDRE AU DÉFI SOCIAL DU VIEILLISSEMENT ET DE LA VULNÉRABILITÉ

Face au vieillissement de la population et à la montée des précarités sociale et numérique, le groupe La Poste accompagne les collectivités dans leurs actions au service des personnes les plus vulnérables.

AGIR POUR LE MAINTIEN À DOMICILE DES PUBLICS ÂGÉS ET FRAGILES

12 millions

de repas distribués par les facteurs pour faciliter le maintien à domicile des personnes vulnérables

287 000

bénéficiaires des services d'accompagnement du groupe La Poste pour des publics âgés et fragiles

500 000

bénéficiaires du Cesu social pour le versement de l'APA⁽¹⁾ et de la PCH⁽²⁾ via Domiserve

AGIR POUR L'INCLUSION SOCIALE ET NUMÉRIQUE

1,7 million

de personnes accompagnées via des actions de médiation dans 665 bureaux situés en quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)

809 000

personnes détectées, accompagnées ou formées dans l'usage du numérique par le groupe La Poste

541 000

bénéficiaires de dispositifs d'inclusion bancaire de La Banque Postale ayant pu percevoir des prestations sociales



Plus de **85 000** chargés de clientèle et conseillers bancaires en bureau de poste, facteurs et livreurs, en relation avec les clients

(1) Allocation personnalisée d'autonomie.
(2) Prestation de compensation du handicap.
Source : groupe La Poste – données 2025.

Traits d'union

#dynamiser

Améliorer la qualité du réseau routier, analyser les besoins sociaux des habitants, renforcer le dynamisme local... La Poste propose des services adaptés aux collectivités locales qui permettent d'accroître l'attractivité de leur territoire.

P. 12

#accompagner

La Poste accompagne la transition territoriale des collectivités locales, notamment en matière de relation avec les citoyens. À Auberchicourt, dans le Nord, La Banque Postale finance la place du village, un lieu intergénérationnel.

P. 14



#dynamiser

Un diagnostic de voirie XXL au service des communes rurales

Depuis mars 2026, dans le cadre d'un contrat de cinq ans, la Communauté de communes Avre Luce Noye (Somme) confie la réalisation du diagnostic complet de 550 kilomètres de voirie sur 47 communes, à La Poste, en s'appuyant sur les tournées des facteurs.

Les facteurs collectent des images de la chaussée grâce aux caméras 4K installées sur leurs véhicules, et ce, sans modifier leurs tournées habituelles ni la qualité de service.

Fissures, nids-de-poule ou défauts de signalisation sont ensuite analysés par des équipes spécialisées. Les communes disposeront ainsi d'une cartographie précise, hiérarchisée et directement exploitable pour programmer les travaux, planifier leurs investissements et optimiser leur budget. En proposant aux communes rurales, souvent sans ingénierie interne, un outil d'aide à la décision puissant et accessible, La Poste est au service du dynamisme et de l'attractivité durables des territoires des Hauts-de-France.



« Les images captées lors de la tournée du facteur sont numérisées puis analysées. Nos équipes s'appuient sur l'IA pour recenser et annoter tous les éléments constitutifs de la voirie et les dégradations. Toutes les détériorations de la chaussée sont ainsi examinées et répertoriées. Une solution clés en main, comprenant tout le géoréférencement effectué avec la notation agréée, est ensuite transmise à la commune

qui a commandé le diagnostic. Pour la commune, c'est un véritable outil de prise de décision, qui lui fournit une vision à 360 degrés. Cela lui permet de décider quel budget elle souhaite allouer à la rénovation et quels travaux prioriser en fonction des différents niveaux de dégradation, et ainsi de répondre aux attentes des citoyens. »

Adrien Dupaquier,
ingénieur d'affaires
à La Poste



550 kilomètres de voirie sont diagnostiqués sur la Communauté de communes Avre Luce Noye, dans la Somme.



2

MAUBEUGE (59)

Un prêt social pour l'ouverture d'une légumerie

À Maubeuge, la légumerie des Ateliers du Val de Sambre (Esat ⁽¹⁾ Les Papillons Blancs), qui accompagne 400 travailleurs handicapés, a obtenu un prêt social de 330 000 euros sur vingt ans auprès de La Banque Postale pour financer un nouvel atelier nécessitant un investissement total de 1 227 439 euros. Ouvert en 2025, cet atelier trie, lave, épluche et conditionne fruits et légumes provenant de maraîchers locaux. Ces produits prêts à l'emploi approvisionnent ensuite les acteurs de la restauration collective : écoles, Ehpad, cuisines centrales ou restaurants publics. Grâce à son appui financier, La Banque Postale devient un maillon entre agriculteurs et acteurs publics, au service d'un territoire plus inclusif.

(1) Établissement et service d'accompagnement par le travail.

1

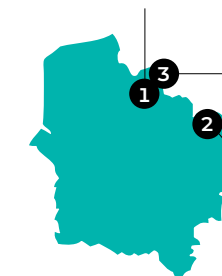
LILLE (59)

La Poste facilite les flux documentaires intersites

Log'issimo, expert des solutions logistiques personnalisées du groupe La Poste, a contractualisé une prestation de services avec le Secrétariat général pour l'administration du ministère de l'Intérieur situé à Lille (SGAMI Nord). Cette solution sur mesure propose des navettes de flux documentaires entre les différents sites du SGAMI Nord et répond aux exigences opérationnelles du client : sécurisation des données via un système de traçabilité, fiabilité avec des moyens humains et techniques engagés pour la réalisation des navettes et adaptabilité de la prestation dans le temps.



Lille



Roubaix

Maubeuge

3

ROUBAIX (59)

Les services de La Poste disponibles en Esat

La Poste réaffirme son engagement en faveur d'une présence postale de proximité tout en créant des opportunités professionnelles adaptées et inclusives. Dans le cadre de son partenariat avec l'association Les Papillons Blancs, elle a ouvert, le 25 mars dernier à Roubaix dans le Nord, un quatrième La Poste relais au sein d'un Esat. Ce point de services permet à des travailleurs en situation de handicap, après une formation dédiée, d'assurer des missions d'accueil et d'opérations postales, comme le dépôt ou le retrait de colis et de lettres, mais aussi l'achat de Prêt-à-Poster, d'emballages Colissimo et de timbres.



#accompagner

La Banque Postale finance un campus intergénérationnel

Le Domaine d'Aubert, un campus de vie intergénérationnel à Auberchicourt, dans le Nord, a vu le jour grâce à un financement conjoint de nombreux acteurs publics et privés, notamment la Banque des Territoires, La Banque Postale et le Département du Nord.

Imaginé par et pour les seniors, leurs proches aidants et les équipes médico-sociales de la Fondation Partage et Vie, Le Domaine d'Aubert accueille 127 seniors. Ce projet de 24 millions d'euros, dont la maîtrise d'ouvrage a été portée par Maisons & Cités, a été cofinancé par la Banque des Territoires à hauteur de 12,5 millions d'euros et de 5 millions d'euros par

La Banque Postale, avec le concours du Département du Nord, de la Carsat et de l'ARS. Ce lieu d'accueil sécurisé et central du Domaine d'Aubert, véritable place du village, comprend un Ehpad de 85 lits, une résidence seniors autonomie, une microcrèche, un tiers-lieu solidaire, des jardins partagés et des services associés. L'Ehpad est organisé en plusieurs pôles (hébergement, accueil, soins, administration, logistique, etc.) et inclut des unités spécialisées. La résidence autonomie propose, quant à elle, 42 logements : 26 studios en collectif et 16 logements individuels de type béguinage. Une très belle synergie des différents acteurs permet de répondre aux défis actuels, adapter les logements, favoriser l'inclusion sociale, prendre en compte le vieillissement de la population et faciliter l'accès aux soins.



ABS, un outil d'aide à la décision pour les communes



Le centre communal d'action sociale (CCAS) de Tergnier a choisi la solution d'analyse des besoins sociaux (ABS) de La Poste afin de dresser un état des lieux social du territoire communal. L'objectif était d'identifier les besoins prioritaires des habitants et d'adapter les actions sociales aux réalités locales. Cette analyse s'appuie sur la consolidation de près de 220 indicateurs réunis dans un rapport dynamique en ligne offrant une lecture claire du contexte social. L'ABS n'est pas seulement une contrainte réglementaire. Elle favorise le dialogue entre les acteurs de l'action sociale et constitue ainsi un véritable outil d'aide à la décision, offrant aux élus et à leurs équipes une vision concrète pour ajuster leurs priorités et anticiper les besoins futurs.

La Poste facilite l'accès aux Codes

Le bureau de Poste d'Hellemmes, près de Lille, propose, à l'instar de 197 autres sites postaux en Hauts-de-France, un espace dédié aux épreuves théoriques générales (ETG).

Agréée par l'État, La Poste déploie ce dispositif dans le cadre de la réforme du permis de conduire inscrite dans la loi du 6 août 2015, visant à simplifier l'accès aux examens. La Poste, acteur de proximité, facilite l'accès

aux 3 catégories d'examens (auto, moto et bateau), près du domicile des candidats et avec des délais réduits. Les épreuves sont proposées dans des espaces collectifs ou individuels, comme ici à Hellemmes, au tarif réglementé de 30 euros. Chaque candidat est doté d'une tablette préalablement préparée par l'examineur du site. En Hauts-de-France, 1800 postiers assermentés et formés à cette mission garantissent le respect des principes de neutralité et d'égalité.



Un jeune candidat se présente pour passer son Code de la route en session individuelle, au bureau de poste d'Hellemmes.

Don d'ordinateurs au service de l'inclusion numérique

La Poste a inscrit sa contribution à l'économie circulaire et l'inclusion numérique au cœur de son engagement sociétal.

À ce titre, elle soutient des projets de réemploi en s'attachant à donner une seconde vie aux équipements numériques en bon état en les remettant à des associations après les avoir vérifiés, nettoyés et testés. Le 21 avril 2026, La Poste a remis

gracieusement 20 ordinateurs reconditionnés à Reine-Marie Noblecourt, présidente de l'association soissonnaise Le Pied @ l'étrier. Ce matériel informatique est destiné à l'action Élan numérique déployée sur les 5 territoires de l'Aisne. En région Hauts-de-France, 311 ordinateurs ont été remis à 10 associations au premier semestre 2026, dont 209 en Picardie. Au total, 400 ordinateurs seront donnés à d'autres associations au cours des prochains mois.



Remise d'ordinateurs par George de Wazières à l'association Le Pied @ l'étrier.

« Agir maintenant, c'est éviter que les fractures sociales ne s'aggravent »

Présidente déléguée du réseau Pimms Médiation, **Antonia Höög** œuvre au quotidien pour éviter le renoncement aux droits et faciliter la vie de chacun, notamment dans les quartiers prioritaires et en ruralité. À travers son expérience des coopérations territoriales entre associations, entreprises et collectivités, elle décrypte la manière dont ces alliances permettent de répondre aux enjeux des solidarités locales.

MINI-CV

Depuis octobre 2025
Présidente déléguée du réseau Pimms Médiation.
En juin 2025, Keolis succède au groupe La Poste à la présidence du réseau national Pimms Médiation.

Depuis septembre 2022
Directrice RSE du Groupe Keolis.

2018-2022
Directrice Stratégie du Groupe Keolis.

Depuis toujours
Passionnée par les enjeux sociaux et environnementaux.



REFLEXIONS

Pourquoi les solidarités locales sont-elles un enjeu stratégique du mandat municipal ?

Une étude récente⁽¹⁾ montre que les Français ont de moins en moins confiance dans les institutions nationales, mais qu'ils font encore confiance au maire de leur commune. C'est donc là, au niveau de cette maille locale, que l'on peut réparer les fractures sociales et accompagner les personnes vulnérables. La vulnérabilité ne doit surtout pas être perçue comme quelque chose de stigmatisant car nous serons tous vulnérables à un moment de notre vie. Ce qui compte, c'est d'avoir une société qui fait attention à ceux qui traversent un moment difficile, quelle qu'en soit la durée. Dans les actions de notre réseau Pimms Médiation, nous voyons surtout l'impact du vieillissement de la population et la digitalisation de la société, mais la vulnérabilité peut avoir d'autres raisons. Pour les collectivités, agir en faveur des solidarités locales bénéficie aux administrés, à leur bien-être, à leurs interactions sociales et économiques, et donc à l'attractivité du territoire.

En quoi la mobilisation tripartite – associations, entreprises, collectivités – est-elle pertinente pour répondre à ces enjeux ?

Une personne vulnérable l'est rarement à un seul titre. Elle peut cumuler des difficultés numériques, de mobilité, d'accès aux droits, une précarité énergétique... L'association lui consacre une capacité d'écoute et du temps, difficiles à trouver auprès d'une administration, l'accompagne et l'oriente vers le bon acteur local pour répondre à ses besoins. Les entreprises partenaires ont souvent une mission de service public, elles apportent des savoir-faire, des ressources. Et pour la collectivité qui met en œuvre les politiques sociales sur son territoire, l'impact de cette mobilisation tripartite est un levier puissant de cohésion et d'attractivité territoriales.

C'est la complémentarité de ces trois cultures qui fait la force du dispositif et qui est source d'optimisme.

Comment Pimms Médiation parvient à mobiliser concrètement ces acteurs ?

Les 36 associations Pimms Médiation fonctionnent chacune avec une gouvernance locale où siègent élus, entreprises partenaires et acteurs du territoire, pour définir la stratégie et les actions locales de Pimms Médiation. Des médiateurs sociaux interviennent, par exemple, dans des bureaux de poste lors des journées de versement des prestations sociales, moments où les besoins d'accompagnement sont plus intenses. Les médiateurs interviennent en pied d'immeuble, en lien avec les bailleurs sociaux, ou utilisent même des triporteurs électriques pour aller au contact de publics différents, pour les informer des aides existantes et faciliter l'accès aux services publics. Quelque 93% des demandes que nous recevons touchent au numérique, et cette tendance ne fera que s'accroître, surtout avec l'arrivée de l'intelligence artificielle. Agir maintenant, c'est éviter que ces fractures ne s'aggravent.

En quoi le groupe La Poste est-il un acteur à part entière de ces coopérations ?

La Poste est partenaire de Pimms Médiation depuis sa création il y a 30 ans et La Banque Postale l'est depuis 2018 sur l'inclusion bancaire. La Poste a un ADN de service public, comme ses collaborateurs qui ont un socle d'engagement territorial très fort et une vraie culture du service au quotidien. La présence de La Poste partout sur le territoire permet un maillage complémentaire au nôtre. Des passerelles d'emploi permettent aussi à certains médiateurs de rejoindre La Poste, et le groupe fait régulièrement des dons de matériel informatique reconditionné pour équiper nos points d'accueil.



ÉCOUTEZ LE PODCAST
D'ANTONIA HÖÖG « PARLONS
IMPACTS POSITIFS »
EN SCANNANT CE QR CODE

(1) Étude Ipsos-Cevipof-AMF, juillet 2025.